

UNE CHIMIE



POUR LA VIE

SOMMAIRE



DOSSIER

7

Industries, énergies : enjeux de la vie ou profits ?

Les luttes

4 - 5

Renforcer les convergences

6

L'hydrogène

12

NOTRE EXPERTISE ACCOMPAGNE VOS NÉGOCIATIONS

60*

C'EST LE NOMBRE D'ANNÉES
D'EXPERTISE D'HUMANIS DANS
L'ACCOMPAGNEMENT
DES NÉGOCIATEURS

Qui a dit que vous étiez seul à vous engager pour la protection sociale des salariés ?

Les experts **Humanis** sont à vos côtés et vous conseillent dans la négociation et la mise en place d'accords d'entreprise et de branche en santé, prévoyance et épargne salariale. Acteur majeur de la négociation paritaire collective depuis 60 ans, le Groupe **Humanis** partage les mêmes valeurs et objectifs que vous : l'humain au cœur de la négociation pour le bien-être des salariés.

Contactez votre interlocuteur : **Catherine Jousse**
catherine.jousse@humanis.com

humanis.com

REVENDEICATIONS VS ÉLECTIONS :

NE LAISSEZ PERSONNE D'AUTRE DÉCIDER À VOTRE PLACE !

Soyons acteurs : faire « le dos rond » face à la « crise » ne règle pas nos difficultés, au contraire. L'austérité que nous subissons, avec le tassement des salaires, la casse de l'emploi, la régression des droits en matière de santé, de chômage, de retraite, représente une injustice criante face aux milliards d'euros de profits créés par notre travail.

Prenons nos vies en mains : dans la société, comme dans l'entreprise, chacun a le devoir de s'exprimer, d'agir, de peser sur les décisions,

- Si les richesses de notre travail ne servent pas à promouvoir le progrès social, l'emploi, ça nous concerne directement, notre avenir étant fragilisé, compromis.
- Si, chaque année, la Cour des comptes constate que près de 240 milliards d'euros de fonds publics sont versés aux employeurs au nom de l'emploi, nous devons exiger des comptes ➔ **Ce sont 8 millions d'emplois à 2 500 € par mois !!! C'est 50 % de la masse salariale des 16 millions de salariés du privé.**

La « fable patronale » du « coût du travail » sert de moyen de pression dans les cercles politiques pour obtenir des lois de régression sociale et des fonds publics.

Le contexte actuel révèle une crise de la démocratie et la mise en lumière d'un système fait de privilèges indignes.

Les médias, propriétés privées de quelques riches, instrumentalisent les pensées citoyennes en promouvant les serveurs du système financier, pour ne rien changer. Le Pen est présentée mensongèrement comme « l'anti-système » alors que son programme est profondément anti-social, anti-démocratique, ne taxant absolument pas le capital mais le salarié. Le FN, c'est TRUMP, ses illusions, ses dangers !

⇒ **Ne laissez personne d'autre décider de votre vie.**

Les élections représentent l'unique moyen de compter. Ne pas voter, c'est laisser d'autres décider pour nous ! Une erreur que les riches et les puissants ne font jamais, eux !

Cette élection est l'élection de tous les dangers :

- ☞ **Ne laissons pas le FN atteindre les dernières marches de l'accès au pouvoir !**
- ☞ **Ne laissons plus les droites et les extrêmes nous imposer des « alternances » sans changement, en utilisant un PS qui a trahi les valeurs de gauche.**

**PRENONS NOS AFFAIRES EN MAINS ! VOTONS MASSIVEMENT
COMME EN 1936, CHOISSONS LE VOTE FRONT POPULAIRE, À
GAUCHE TOUTE POUR :**

- ☞ **L'AUGMENTATION DU SMIC,**
- ☞ **LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL,**
- ☞ **LA RETRAITE À 60 ANS,**
- ☞ **LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI, DE L'INDUSTRIE.**

LA CGT HUTCHINSON EN LUTTE POUR LES SALARIÉS

NÉGOCIATION ANNUELLE OBLIGATOIRE 2017 : PAS L'AUMÔNE

Hutchinson est une filiale du Groupe TOTAL comptant 41 000 salariés, répartis sur 96 établissements implantés dans 25 pays, dont 9 500 en France (23 sites industriels, 8000 CDI + 1500 intérimaires) et dépassant les **4 milliards de chiffre d'affaires**.

La CGT est présente sur 16 sites et est la première organisation syndicale (35 %), **pour coordonner** afin de peser collectivement sur la négociation et ainsi porter notre cahier revendicatif.

En décembre 2016, un plan de travail est validé par l'ensemble de notre coordination CGT afin que nous soyons prêts en janvier : affichages, tracts, réunions d'information aux salariés.

De manière à inscrire la mobilisation dans la durée, les camarades ont commencé l'action sitôt après la 1^{ère} réunion officielle de négociation.



Au vu de la détermination des camarades, et l'absence de prise en compte de nos revendications, la décision de reconduire l'action a rapidement été prise.

Pas de négociation sans mobilisation. Les camarades CGT présents à la 2^{ème} réunion de négociation à Orléans, Paris, Laval, ont fortement apprécié ce soutien.

Ainsi, les 26 et 27 Janvier 2017 et après plusieurs mouvements démarrés dès le 15 janvier, l'ensemble des sites où nous sommes présents, était **en grève pour interpeller, haut et fort, nos dirigeants afin d'améliorer le niveau intolérable des NAO 2017** situé entre 0 et 0,4 % d'augmentation générale.

Plus de 1500 salariés étaient à nos côtés pour crier leur colère devant tant d'injustice et exiger le retour des richesses créées par leur travail quotidien, permettant l'explosion des bénéfices du Groupe.

L'action a permis d'infimes avancées sur les salaires avec une augmentation générale de 0,6 %, mais d'importantes avancées sur les changements de coefficients, et surtout **l'embauche officielle en CDI de plusieurs centaines d'intérimaires** en production de nos sites industriels.

↳ 175 embauches en CDI sur la SNC Hutchinson.

↳ 85 embauches en CDI sur la SNC Paulstra.

↳ 40 embauches en CDI sur la SNC Joint Français.

C'EST UNE VICTOIRE POUR L'EMPLOI ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

Pour la CGT il n'est pas question de signer le procès verbal de désaccord pour ainsi montrer que les NAO ne sont pas terminées.

Pendant cette période, les salariés ont éprouvé de la fierté et retrouvé de la solidarité en luttant aux côtés de la CGT et ils savent qu'ils peuvent compter sur nous pour porter leurs revendications.



Tous ensemble ils ont osé exprimer leur mécontentement et tenté de faire bouger ce géant qui s'appelle HUTCHINSON - TOTAL.

LA LUTTE CONTINUE !

SANOFI : STOP À LA PRÉCARITÉ ORGANISÉE, **VICTOIRE DE LA CGT**

SANOFI condamné pour abus de recours au travail intérimaire !

Depuis longtemps la CGT s'intéresse aux conditions de travail et à la vie en pointillé des intérimaires.

La CGT milite pour l'intégration de ces salariés aux effectifs de la société utilisatrice.

Cette condamnation fait suite à de nombreuses initiatives revendicatives et juridiques menées dans le groupe Sanofi par la CGT, pour mettre un terme à l'abus de recours au travail précaire (intérimaires, CDD, stagiaires etc.)



Un combat mené depuis toujours par la CGT qui n'a de cesse de rappeler à l'ordre la direction qui considère les intérimaires comme :

- ✎ Une variable d'ajustement des effectifs ,
- ✎ Le moyen d'abaisser la masse salariale,
- ✎ La solution pour réduire le nombre de représentants du personnel dans les IRP,
- ✎ Une action de réduction des budgets des CE, et un message envoyé aux agences de notation qui considèrent que, plus il y a de précarité et plus les bénéfices sont élevés.

Pour parvenir à ses fins, le groupe Sanofi n'a aucune retenue et a recours illégalement et de façon abusive au travail intérimaire sur des emplois pérennes de l'activité normale de l'entreprise.

Le Tribunal a déclaré la société SANOFI coupable de l'ensemble des infractions dénoncées.

Au-delà de la victoire juridique, c'est notre vision du contrat de travail par la reconnaissance des qualifications, des classifications et du salaire dont il est question : avoir un travail qui permette de vivre et de prévoir l'avenir ce qui n'existe pas dans les contrats précaires.

En répression, la société SANOFI a été condamnée à 366 amendes de 300 € chacune pour la première infraction, et à 3 000 € d'amende pour la seconde.

Sur les intérêts civils, la constitution de parties civiles respectives du Comité d'Etablissement, du Syndicat du site et de la FNIC a été reçue.

La société SANOFI a été condamnée à leur verser, à chacun, la somme de 1 € à titre de dommages et intérêts et la somme de 1 500 € au titre des frais irrépétibles (frais d'avocat, notamment).

Enfin, la publication d'un extrait du jugement, aux frais avancés de SANOFI dans la limite de 2 000 € par insertion, devra intervenir dans le journal Le Monde, et dans deux autres quotidiens ou trimestriels de votre choix.

La CGT accueille cette décision comme une bonne nouvelle pour le monde du travail, car elle s'inscrit pleinement dans nos orientations de lutte contre la précarité.



Pas de répit, la lutte continue contre les pourvoyeurs de misère.

RENFORCER LES CONVERGENCES !



Coordination des Associations de Victimes de l'Amiante et des Maladies professionnelles

C'est dans cet esprit que s'est déroulée la rencontre entre la FNIC CGT et la CAVAM (Coordination des Associations des Victimes de l'Amiante et des Maladies professionnelles).



Cette démarche se place dans la volonté confédérale visant à développer les contacts entre le monde associatif et les organisations de la CGT à tous les niveaux ... échanges d'expériences, d'objectifs et d'actions faisant émerger des complémentarités de luttes élargies possibles pour PASSER DE LA RESISTANCE A L'OFFENSIVE SOCIALE INDISPENSABLE !

Telle est la volonté commune exprimée par les uns et les autres dans l'idée suivante :

**TRAVAILLER POUR AMELIORER
LA VIE DE TOUS : OUI !
POUR LA DETRUIRE : NON !**

ETRE RESOLUMENT OFFENSIFS POUR :

1. **PRESERVER** le positif conquis ENSEMBLE, que ce soit sur la reconnaissance des maladies professionnelles, le maintien du secret médical, les fautes inexcusables des employeurs, le scanner pour la détection fiable de toutes les pathologies, le préjudice d'anxiété aujourd'hui si malmené y compris par les tribunaux !

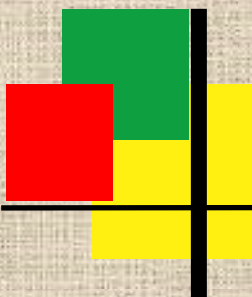
2. **REGAGNER** le terrain perdu et **OBTENIR** de nouvelles avancées indispensables comme la revalorisation des indemnisations des malades, une meilleure justice dans des délais plus courts, ouvrir enfin le procès pénal de l'amiante (attendu depuis 20 ans par les victimes), regagner le préjudice d'anxiété comme il était en 2010, sortir les cancérrogènes du champ des prescriptions ! (Sarkozy 2008 et accord ANI de 2015).

3. **OBTENIR** que l'élimination de tous les **cancérogènes** de nos vies (et d'abord de l'amiante) soit véritablement une priorité nationale de santé publique et que les employeurs contrevenant à la sécurité des salariés soient immédiatement traduits devant la justice pénale. Les patrons responsables de cette hécatombe humaine doivent payer ces opérations urgentes ... l'Etat également pour les secteurs qui le concernent.

ET NOTRE PROTECTION SOCIALE :... dans cette période, anticipant sur les dits (casse de la protection sociale et 500 000 fonctionnaires en moins) et les « non-dits » de tous les hommes au service du grand capital et de la finance, défendons « bec et ongles » notre système de protection sociale qui nous était envié par le monde entier et redonnons-lui toute sa place car, aujourd'hui, des millions de Français ne peuvent plus se soigner (mesures gouvernementales), soit par la baisse des remboursements, soit par l'absence d'hôpitaux de proximité (loi BACHELOT) ... etc.

Des engagements de travail et d'actions ont été définis à l'issue de la discussion :

- Etablissement de contacts réguliers entre la FNIC CGT et la CAVAM,
- Présence de la CAVAM dans un stand au 40^{ème} Congrès fédéral qui se tiendra du 27 au 31 mars 2017 au Barcarès,
- Agir plus fortement en « amont » pour aller vers l'**éradication des risques** et ainsi **dépasser sans l'abandonner la réparation** toujours nécessaire. **Aller dans ce sens c'est préserver l'avenir !**



Industries, Énergies : enjeux de la vie ou profit ?

Il y a quelques années chaque pays élaborait sa stratégie pour assurer son indépendance, pour se donner les moyens de produire pour ses besoins, avec un Etat qui nationalisait, dirigeait l'économie du pays, générant dans son sillage de développement des activités diverses créatrices d'emplois.



Les choix stratégiques ont été abandonnés par l'Etat

Aujourd'hui, les choix stratégiques ont été abandonnés par l'Etat, délégués aux multinationales, l'action publique se limitant à financer telle ou telle activité par des fonds publics qui alimentent des secteurs privés riches ayant une marque de fabrique nationale : comme si ça ne suffisait pas, L'Europe somme les Etats d'ouvrir à la concurrence privée les secteurs publics nationalisés, servant, là encore, les intérêts des multinationales privées.

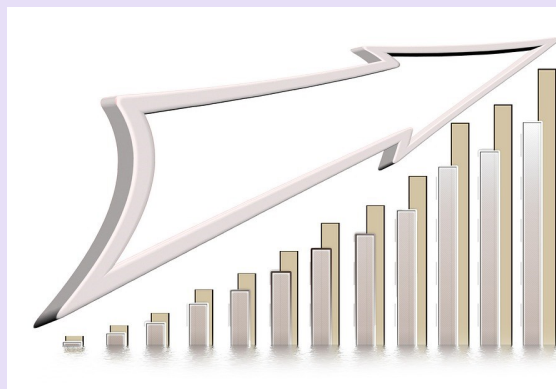
Energie, transports, banques, alimentation, santé : ces secteurs qui ont fait le force de l'industrie du pays, sont désormais entre les mains de financiers dont la seule préoccupation est le résultat à distribuer chaque année à ses riches actionnaires.

Dans le but de soumettre les consciences, les citoyens sont invités à devenir actionnaires en achetant, avec leurs maigres deniers quelques actions qui ne pèsent rien parmi les centaines de millions d'actions entre les mains de quelques individus.

Pour faire monter l'action, le profit, le dividende, on supprime des emplois, le petit actionnaire gagnant quelques euros au détriment de son emploi ou de celui de son voisin ou de sa famille.

Les privatisations massives de secteurs clés ont appauvri les ressources nationales, leur capacité à répondre aux besoins de la population.

Les banquiers possèdent le pouvoir économique, ils peuvent bloquer la circulation de l'argent, donc de l'économie, comme ils le font en Grèce pour imposer à l'Etat de céder ce qui lui reste de secteur public. Avec l'argent des impôts, ces mêmes banquiers bénéficient de milliards d'euros mis à disposition par les pays d'Europe sans aucun intérêt à payer.



Nationaliser les banques, donner à l'Etat le pouvoir et les moyens de décider de son avenir, c'est une obligation pour la démocratie, faute de quoi, c'est la dictature financière.

LES CHOIX STRATÉGIQUES ONT ÉTÉ ABANDONNÉS PAR L'ÉTAT

Un Etat n'est démocratique que s'il se donne les moyens d'agir pour appliquer les choix politiques définis avec la population et validés par les élections.

Laisser les Etats sans ces leviers financiers, c'est soumettre le pouvoir de décider aux banquiers !

Se réapproprier les secteurs clés pour construire une politique économique et sociale passe par la nationalisation des banques, de l'énergie, des transports, de l'éducation, de la recherche, de la santé.

- ↳ Les autoroutes sont payées par nos impôts, pourquoi les privatiser ensuite ?
- ↳ Les secteurs de l'énergie ont été financés par nos impôts, pourquoi les brader au privé ?
- ↳ Les secteurs de la santé sont vitaux pour la population, pourquoi laisser des multinationales piller la Sécurité sociale, pratiquer des prix sans maîtrise publique ?
- ↳ Les secteurs des transports aériens, des routes, ont été financés par les impôts, pourquoi les brader à des sociétés privées ?
- ↳ La recherche fondamentale construit l'avenir, crée des projets : elle dispose de peu de moyens et devient de plus en plus « recherche d'application » limitée pour servir les projets d'entreprises privées utilisant les savoirs et intelligences de l'Education nationale, du CNRS.

L'énergie est aussi au centre des stratégies financières alors que de son avenir dépendent des pans entiers d'industries, et notre niveau de vie : l'accès à l'énergie est un besoin permanent de la vie quotidienne, un besoin que beaucoup de citoyens n'ont plus les moyens de s'offrir.

L'accès à l'énergie pour tous, particuliers et industriels, implique déjà qu'on cesse le gaspillage gigantesque causé par le mode de production capitaliste basé sur la concurrence et non la coopération.



Beaucoup avancent des idées selon leurs convictions, selon aussi les discours politiques représentant des intérêts privés quelquefois contradictoires, les arguments utilisés s'appuyant souvent sur des problèmes réels posés à la santé par la pollution dans les villes que des taxes ne résoudront pas.

L'accès à l'énergie est un besoin permanent dans la vie quotidienne

Divers scénarios sont exprimés, tous répondant à des intérêts particuliers :

↳ « Il faut aller vers des énergies nouvelles tout de suite avec des voitures électriques » : c'est beau mais il y a besoin de voir comment on fait.

1. Malgré le parc national de centrales nucléaires, en hiver nous avons du mal à répondre aux besoins de chauffage des foyers !
2. Si tout le parc automobile passait à la voiture électrique, il faudrait doubler le nombre de centrales nucléaires dans le pays pour produire l'énergie indispensable.
3. Une voiture électrique a besoin de :
 - ◆ Batteries : quels matériaux pour les fabriquer ? Quel recyclage des produits hautement nocifs pour l'environnement, en fin de vie ?
 - ◆ Le moteur électrique a besoin de « terres rares » devant être importées en masse de Chine : dans quelles conditions écologiques et financières ?

Ce choix demande une grande réflexion avec la population.

↳ « Il faut aller vers les énergies de l'éolienne, ou celles de la mer » : il y a besoin de s'interroger sur les déséquilibres causés aux milieux animaliers et écologiques .

↳ « Il faut aller vers le solaire » : il y a besoin, là encore, d'investir dans la recherche, le développement, cette voie pouvant être d'avenir avec une maîtrise publique des procédés de production.

↳ « Il faut arrêter les énergies fossiles » (charbon, pétrole, gaz, uranium) : comment répondre aux besoins durablement sans recourir aux matières existantes dont le problème principal n'est pas leur existence mais d'être exploitées en vue de générer des profits.

Politique des transports, politique énergétique, politique de santé, politique industrielle : des enjeux qui devraient

L'ACCÈS À L'ÉNERGIE EST UN BESOIN PERMANENT DANS LA VIE QUOTIDIENNE

être dans le débat public alors qu'ils sont monopolisés par quelques affairistes mondiaux, les politiciens n'étant plus acteurs mais spectateurs.

Incapables de répondre aux défis posés, ils se déchargent de leur responsabilités par des phrases du genre « il faut que l'Europe change pour une politique européenne, sans replis ».

La politique des transports doit porter le développement du fret ferroviaire et fluvial pour le transport des marchandises, permettant plus de sécurité sur les routes, moins de pollution.



La relocalisation des productions au plus près des besoins de la population est la condition de la santé, de la sécurité, de la création d'emplois, du développement des services de proximité, de la revitalisation des localités.

Développer des véhicules propres roulant à l'hydrogène, (bus, camions, voitures) permet d'éviter toute pollution, sans rejet nocif dans l'air, améliorant la vie et la santé des populations urbaines.

Le pétrole est indispensable en qualité de matière première pour une multitude de secteurs industriels indispensables.



Aucune technologie ne permet de le remplacer : il faut arrêter de brûler cette richesse qui a mis des millions d'années à se former.

Il faut mettre fin immédiatement aux aides publiques pour la fabrication de matières plastiques ou la fabrication de carburants à partir des champs d'agriculture : c'est irresponsable pour l'avenir de la planète, de notre alimentation, de sa qualité, ces champs étant exploités sans retenue, sans contrôle de la pollution des sous-sols.

La fabrication des produits plastiques et en caoutchouc, a permis une amélioration considérable des confort de vie, des transports, de leur sécurité : penser les remplacer par des matériaux créés par l'agriculture est un mensonge, les technologies ne permettant pas de garantir la qualité et la sécurité des produits qui existent aujourd'hui à partir du pétrole ou de l'hévéa.

Une politique utilisant le progrès social pour relancer l'économie et non l'inverse

L'industrie pharmaceutique elle-même a besoin du pétrole pour la fabrication des médicaments : c'est l'abandon de la recherche, les restructurations financières qui mettent à mal cette industrie indispensable à la santé publique. Ce secteur doit être soustrait à la finance et nationalisé.



Si les richesses du travail servaient les salariés et la population, les moyens financiers dégagés permettraient un développement économique considérable, comme l'augmentation du SMIC de 30 % en 1968 avait relancé l'économie : une autre utilisation des richesses générées par le travail, telle est la question à laquelle il nous faut répondre collectivement, en l'imposant dans les débats publics, pour l'avenir.

Pour la CGT, les prochaines échéances électorales sont l'occasion d'imposer ces questions dans le débat public : une politique utilisant le progrès social pour relancer l'économie et non l'inverse.

UNE POLITIQUE UTILISANT LE PROGRÈS SOCIAL POUR RELANCER L'ÉCONOMIE ET NON L'INVERSE



Des droits nouveaux doivent permettre d'injecter de la démocratie dans les décisions qui engagent l'avenir, l'emploi des salariés et de leurs familles, dans plusieurs champs :

Dans l'entreprise :

1. Création de conseils d'ateliers rassemblant les salariés et leurs élus pour débattre, s'exprimer, faire des propositions sur tout projet qui impacte leurs emplois et conditions de travail.
2. Un droit de veto pour les IRP aux aides publiques demandées et face à tout projet de restructuration ou réduction d'emplois. Obligation de négociation sur un contre-projet réalisé avec l'aide de leur expert économique, financé par l'employeur.

Au niveau Municipal :

Tout projet de l'entreprise impactant l'emploi sera soumis au conseil municipal.

En cas de désaccord entre l'employeur et les syndicats dans l'entreprise, un Comité Tripartite sera instauré sous la présidence du Maire avec pouvoir de décision pour les évolutions économiques et l'emploi.

Au niveau National :

Pour mettre fin au dumping social, environnemental, fiscal, un bouclier sera créé pour taxer tout produit ou service vendu dans le pays mais réalisé dans un pays avec des droits inférieurs : cette taxe forfaitaire sera versée dans les caisses de protection sociale.

Un dispositif identique sera créé pour empêcher le dumping entre territoires, dans le pays. Le principe de ces dispositifs étant de supprimer toute rente obtenue par le dumping social.



La démocratie est urgente aussi sur l'utilisation des deniers publics, l'argent de nos impôts : des milliards d'euros sont donnés chaque année sans aucun suivi sur l'utilisation de cet argent.

La Cour des Comptes, chargée de contrôler l'utilisation des deniers publics évalue à plus de 200 milliards d'euros/an le montant de nos impôts détournés pour soutenir « l'emploi ».

Le Pacte de Responsabilité du gouvernement en place encore pour quelques mois, ajoute plus de 30 milliards d'euros dans les caisses des entreprises (et supprime 50 milliards d'euros dans les budgets sociaux).

Puisque le chômage ne cesse d'augmenter, cet argent, qui va dans les caisses des employeurs, doit servir l'investissement et la création d'emplois, pour améliorer les conditions de vie à l'entreprise.

Ces 230 milliards d'euros représentent les moyens financiers pour payer 7 666 666 emplois à hauteur de 2500 € par mois, cotisations sociales incluses : les leviers pour mettre fin au chômage existant, mais y a-t-il volonté de le faire ?

La CGT est résolument engagée pour une économie de progrès social, un développement industriel au plus près des besoins des populations, respectueux de leur santé, de leur environnement.



Des droits nouveaux doivent permettre de la démocratie dans les décisions qui engagent l'avenir.

40^E CONGRÈS FNIC CGT
PORT BARCARÈS
27 AU 31 MARS 2017



La complémentaire de vie qui nous réussit

Mutuelle régie par le livre II du Code de la Mutualité - SIREN n°784 442 915 - Document non contractuel - Mars 2017 - Crédit photo : Squaredpixels



Vous êtes acteur social de l'entreprise ?

Quel que soit son secteur d'activité, sa taille, son implantation géographique, **notre offre standard COLLÉGIO et nos offres sur mesure** apporteront une solution adaptée aux besoins des salariés de votre entreprise.

Venez nous rejoindre sur notre stand !
entreprises@mutuelle-familiale.fr

umanens
Membre de l'Union
L'humain a du sens

Adhérente
**MUTUALITÉ
FRANÇAISE**

www.mutuelle-familiale.fr

01 55 33 41 27

Hydrogène, le progrès à l'état pur

L'hydrogène, un enjeu industriel incontournable.

Dans *La Voix des Industries Chimiques* n°514 de juin 2015 nous avons publié un dossier sur l'énergie, sur l'hydrogène.

Ce dossier avait pour but de faire connaître cette énergie ses procédés de fabrication, son impact sur l'environnement, le stockage et surtout son utilisation.

L'hydrogène, contrairement aux énergies dites fossiles, donc limitées comme le pétrole, l'uranium, le gaz, est une énergie dont nous maîtrisons parfaitement la fabrication. Nous sommes dans une situation de pouvoir en fabriquer la quantité nécessaire à la réponse aux besoins, et ainsi assurer notre indépendance énergétique par notre capacité à pouvoir la stocker.

La société de consommation, qui est la nôtre, se doit de réagir en responsable. Il faut sortir de cette emprise financière où la réponse aux besoins des peuples et l'empreinte environnementale passent toujours après et loin derrière la rentabilité, le profit qu'exigent les actionnaires.

Dans cette *Voix des industries Chimique* n°525, nous ferons un point sur l'évolution, la maîtrise des procédés de fabrication et sur le développement industriel de cette énergie.



La difficulté de la mise en fabrication industrielle de l'hydrogène tient au lobbying du « tout électrique » imposé par les constructeurs automobiles.

Ce qui a pour conséquence le ralentissement du développement de cette énergie, tant sur la construction des véhicules que sur les moyens d'approvisionnement en hydrogène pour le consommateur lambda.

D'autre pays, comme l'Allemagne, ont déjà implanté un service de distribution d'hydrogène aux particuliers, ce qui va contribuer au changement du parc automobile pour être dans une démarche de responsabilité de développement durable.

Nos politiques ont en main des projets qui sont en grande partie construits par nos camarades de la FNIC-CGT qui, pour avoir subi la destruction de leur outil industriel (arrêt du raffinage de produits pétroliers), ont travaillé aux alternatives. C'est dans cette démarche de revitalisation des bassins d'emplois que nos camarades ont été force de propositions, permettant non seulement de sauver des emplois, mais d'en créer de nouveaux et d'emmener l'ensemble de la société vers une énergie propre du futur, l'hydrogène.

L'engagement du développement de l'énergie hydrogène est un choix de société que le gouvernement doit imposer aux industriels du pays. **En avril 2011, l'analyse technique du site de la raffinerie de TOTAL Flandres débouche sur la présentation d'une proposition d'installation d'un pilote industriel « hydrogène ».**

L'entreprise TOTAL ne veut pas du projet, en France, mais elle s'inscrit dans un projet en tous points identiques en Allemagne, sur le site de l'aéroport de Berlin. **Ce qui est construit par nos camarades est donc un très bon projet, mais TOTAL fait le choix délibéré d'aller le développer ailleurs.** N'oublions pas que l'entreprise TOTAL, comme beaucoup d'autres multinationales, a perçu plusieurs centaines de millions d'euros de CICE pour soi-disant développer ou maintenir l'emploi.

Tout ce travail d'alternative industrielle mené conjointement pour l'emploi, le développement durable et environnemental va être le fil conducteur de ce dossier.

✎ **POUR L'EMPLOI : dès 2010, la CGT porte le projet de la mutation des installations de raffinage vers la production d'hydrogène.** Ce projet de transformation industrielle est démontré comme novateur et porteur d'un choix de société qualifié de propre. Le maintien des équipements industriels est bien sûr associé au maintien et à la création d'emplois, car la volonté d'avoir une énergie propre est aussi conditionnée par la mise en place d'un parc éolien, afin d'alimenter le procédé de l'électrolyse de l'eau nécessaire à la production d'hydrogène.



↪ **LA MISE EN COMMUN EN INTERPRO** voit arriver de nouveaux projets dont celui de la Fédération Nationale Mines Energies qui porte le redémarrage de la centrale thermique d'Horraing avec la mise en place du procédé de l'électrolyse de l'eau et d'introduction d'oxygène afin d'obtenir le CO₂ (dioxyde de carbone) qui, combiné à l'hydrogène, se transforme alors en méthane, principal composant du gaz naturel. Ce gaz devient donc une énergie primaire qui peut être stockée dans le réseau gazier de France.

Le moteur à hydrogène va, ou si cela n'est pas déjà programmé, remplacer les moteurs thermiques d'aujourd'hui et cela nous oblige à travailler des projets alternatifs, afin d'être dans la proposition plutôt que dans le constat. Après les **Pays-Bas** et la **Norvège**, l'**Allemagne** annonce la fin des moteurs thermiques sur son sol d'ici 2030.



Le croisement de différents projets hydrogène nous confirme que c'est à l'ensemble des fédérations d'industrie de s'accaparer cette énergie et de faire converger tous les projets.

L'hydrogène en 2017 c'est quoi ?

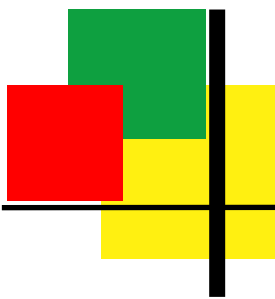
Le projet syndical n'a toujours pas été retenu par le groupe TOTAL, ni par aucun des grands groupes industriels. Il continue d'être présenté (cf. vidéo Youtube - *Industrie comment fabriquer des emplois en France sans pétrole ?*) et chaque fois, il suscite l'attention et amène toujours la même question : mais pourquoi n'est-il pas mis en œuvre ?

Depuis 2015, la filière énergétique hydrogène se développe doucement et sûrement en France et dans le monde, démontrant qu'il est temps de mettre en œuvre le projet syndical ! En voici quelques exemples :

- ♦ **Les bus à hydrogène**, qui ont déjà fait leurs preuves en Europe, avec plus de 8 millions de kilomètres parcourus en 10 ans, arrivent en France. En Belgique, le projet **3 Emotion** arrive avec une flotte de 21 bus à hydrogène dans le secteur des transports publics :
 - Autonomie > 400 km avec flexibilité élevée sur route,
 - Émission = 0 g/km de gaz à effet de serre et 0 particule,
 - Confort acoustique (aucun bruit moteur),
 - Sécurité maîtrisée (comparable aux véhicules GNV),
 - Rapidité de rechargement (≈ 5 minutes),
 - Pas d'aménagements de voiries.



- ♦ **La première station** de recharge d'hydrogène pour une collectivité locale française avait été inaugurée en janvier 2015 à Saint-Lô par le Conseil Général de la Manche. Début 2016, 5 stations de recharge d'hydrogène ont été conçues et installées par l'entreprise AIR LIQUIDE en France.



ACTUALITÉ

L'enjeu est de taille et demande une implication plus forte des industriels et du gouvernement.

- ♦ [Une flotte de taxis](#) constituée de véhicules HYUNDAI ix35, disposant d'une autonomie de **550 km** a vu le jour à Paris (*les taxis Hype se rechargent en moins de 5 mn sur la première station hydrogène située au Pont de l'Alma*).

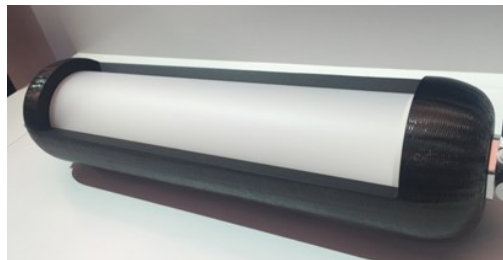


- ♦ [Energy Observer](#), en construction à Saint-Malo, est le premier bateau autonome en énergie et sans émission de gaz à effet de serre, propulsé aux énergies renouvelables et à l'hydrogène. Il entamera son tour du monde au printemps 2017.
- ♦ [Première en France](#) : la ville de Nantes s'est équipée d'une navette fluviale à hydrogène.
- ♦ [Les projets fluviaux](#), portés par nos camarades de Saône et Loire avec le transport des marchandises sur péniches et autres embarcations sur le canal du Centre et la Saône, peuvent aussi s'inspirer de ces moteurs à hydrogène.



- ♦ [Le projet JUPITER 1000](#), porté par GRTgaz, en construction à Fos sur Mer, est le premier démonstrateur français visant à convertir les excédents de production d'électricité renouvelable en hydrogène, pour ensuite les réinjecter dans le réseau gazier. Avec la société McPhy, le « power-to-gaz » à la française s'exporte en Allemagne.

- ♦ [L'équipementier français](#) PLASTIC OMNIUM profite du mondial de l'automobile de Paris pour présenter un prototype de réservoir pour le stockage d'hydrogène à haute pression. Cette partie du véhicule laisse encore beaucoup d'interrogations en effet quant à la sécurité.



Souvent démontrés comme dangereux, les réservoirs à hydrogène sont soumis à une réglementation très stricte et ne sont pas plus dangereux que les réservoirs remplis de carburant qui se retrouvent sous les sièges arrière de nos voitures.

Dans l'inconscient collectif, l'hydrogène apparaît comme un danger. L'incendie du Zeppelin HINDENBURG, attribué à la présence d'hydrogène, en est-il à l'origine ? Difficile à dire, mais il semble bien y avoir contribué.

Les gaz butane, propane ou encore le gaz naturel sont des gaz dangereux ! En effet, ils sont toxiques, explosifs et inflammables et pourtant nous les retrouvons dans la quasi-totalité de nos domiciles, pour le chauffage et la cuisine. L'hydrogène n'est pas plus ni moins dangereux que ces gaz, il est simplement différent. Pour prévenir les risques, la normalisation des appareillages doit être élaborée et une réglementation adaptée. Pour les véhicules, les crash tests obligatoires, avant toute autorisation de mise sur le marché, sont de véritables garanties supplémentaires aux propres tests des constructeurs.

De plus, l'hydrogène étant très volatil, il se disperse bien plus rapidement dans l'air que les vapeurs de gaz naturel ou d'essence, ce qui diminue le risque d'explosion. (cf. vidéo Youtube - les pompiers de la Manche transportés par l'hydrogène)

- ♦ [La société française PRAGMA](#) déploie ses **vélos à hydrogène**, d'une autonomie de 100 km avec recharge en 30 secondes, contre 4 heures pour un vélo à assistance électrique classique. Quand nous regardons l'essor du vélo à assistance électrique dans le paysage urbain, il est rassurant de constater que certaines sociétés ne laisseront pas passer l'opportunité de l'hydrogène.



- ♦ **ALSTOM** annonce la construction d'un train à hydrogène en Allemagne. La société française est l'un des premiers constructeurs ferroviaires au monde à développer un train de voyageurs basé sur ce type de technologie.



- ♦ **L'entreprise américaine NIKOLA** lance un semi-remorque à hydrogène. Dotés d'une autonomie de **2000 km**, les 5 000 premiers véhicules seront livrés en 2020. La construction d'une immense usine de fabrication sera entamée, au coût d'1 milliard de dollars, mi-2017. Pour ce qui est du ravitaillement, Nikola Motor prévoit le développement d'un réseau de **364 stations-services** réparties dans l'ensemble des États-Unis et du Canada.



En conclusion, tous les exemples cités démontrent l'importance des enjeux industriels que représente l'hydrogène.

- Le travail des camarades du dunkerquois qui, suite à la fermeture de leur outil de travail, ont su rebondir et partager ce projet porté par notre Fédération, qui n'a de cesse d'impulser la démarche pour une politique industrielle alliant réponses aux besoins et environnement.
- Que ça soit la Chimie, l'Energie ou la Métallurgie, il faut faire converger nos travaux pour faire de l'hydrogène un enjeu porté par toute la CGT.
- **En marge du sommet économique de Davos en Suisse le 17 janvier 2017**, 13 grands groupes industriels (AIR LIQUIDE, ALSTOM, ANGLOAMERICAN, BMW, DAIMLER, ENGIE, MICHELIN, HONDA, HYUNDAI, KAWASAKI, SHELL, LINDE, TOTAL et TOYOTA) annoncent la création du « conseil de l'hydrogène », structure visant à promouvoir l'hydrogène et ses différents usages dans la mobilité.
- Le pilote suisse Bertrand Piccard, célèbre pour avoir bouclé en juillet 2016 un tour du monde historique en volant jour et nuit à l'énergie solaire à bord de l'avion Solar Impulse 2, a dit : **« Il y a vingt ans, nous parlions de l'hydrogène un petit peu comme les adolescents parlent de sexe. Tout le monde en parle, mais personne ne le fait. Aujourd'hui nous pouvons le faire ».**

Il est grand temps d'investir la campagne présidentielle avec des projets industriels comme celui-là, qui garantissent une indépendance énergétique et une réponse aux besoins du peuple.

Nous avons les idées, les savoirs et savoir-faire, il ne manque que la volonté des politiques au gouvernement pour imposer ces choix sociétaux au patronat, liant emploi et développement durable.

PROFESSIONNELS
DES MÉTIERS DE
SERVICES,
VOUS PASSEZ TOUT
VOTRE TEMPS
À PRENDRE SOIN
DES AUTRES.



ET VOUS ?
QUI PREND SOIN
DE VOUS ?

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES